



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière du 16 octobre 2015

Intervention de Gérard Piel

Discours de politique générale

Cette assemblée plénière est pour moi la dernière.

J'arrive au terme de 24 ans de mandat passionnants, commencés dans l'opposition à Jean-Claude Gaudin avec comme parrains, si j'ose dire, Guy Hermier, Louis Fiori et Robert Allione.

A la même époque Bernard Tapie, Jean-Noël Guerini ou Bruno Mégret siégeaient dans cet hémicycle. La première assemblée avait été plutôt tendue. Plus tard, nous avons appris que Bernard Tapie et Jean-Marie Le Pen se voyait régulièrement à cette époque.

J'ai dès lors pris conscience de ce que voulait dire l'éthique en politique et qu'au-delà des différences idéologiques qu'il pouvait y avoir entre les groupes de l'assemblée, il existait aussi, et encore aujourd'hui malheureusement, des fractures profondes sur la façon de faire de la politique.

Puisque nous faisons aujourd'hui le bilan, je suis fier que sur ces trois mandats aucun des nombreux contrôles de la Chambre régionale des comptes n'ait d'une manière ou d'une autre pointé un élu des groupes présidés par Robert Allione, Jean-Marc Coppola et moi-même.

Nous n'avons pas eu besoin de charte de déontologie pour être et rester des élus intègres, soucieux de faire vivre les valeurs de solidarité et de fraternité qui sont les fondements de notre engagement, mais également des pratiques politiques renouvelées et ouvertes à la société.

J'ai évidemment des centaines d'autres souvenirs des trois mandats suivants que nous avons partagés.

Nous pouvons nous rappeler que le 15 mars 1998, des tractations se déroulaient entre la droite et son extrême et qu'heureusement les républicains, les vrais, avaient su s'y opposer et éviter la honte d'une nouvelle majorité où la droite et le FN coexistaient.

Puis, aux côtés de Michel Vauzelle, nous avons su construire ensemble, avec nos différences, une région solidaire et écologique.

Je ne vais pas énumérer les acquis de ces trois mandats mais tout de même, lorsque nous regardons en arrière, il n'y a pas lieu de rougir de notre bilan et des avancées que nous avons permis au bénéfice des habitants d'une région où les inégalités sociales et territoriales sont parmi les plus grandes de France.

Nombreuses sont celles qui portent l'empreinte du groupe Front de Gauche et des conseillers régionaux communistes des précédents mandats.

De la gratuité des livres et des équipements dans les lycées, à la tarification sociale de la restauration scolaire, de la carte solidarité puis des cartes Zou dans les TER, les comités de lignes, les réouvertures de lignes ferroviaires comme Cannes-Grasse, l'aide à l'économie sociale et solidaire, Fralib, Nice-Matin, Nexis, l'accompagnement des salariés en lutte, ce soir Jean-Marc Coppola présentera d'ailleurs une nouvelle motion concernant la SNCM, le Contrat social de mandature, l'Etablissement Public Régional de l'Eau, la défense des services publics et de ses agents, la minoration des aides aux communes ne respectant pas la loi SRU, la Charte de la Démocratie et j'en oublie beaucoup d'autres.

Tout cela ne s'est pas fait sans débat, ni même sans friction au sein de la majorité, mais aujourd'hui ces avancées sociales existent et qui pourrait oser les supprimer ?

C'est la preuve que lorsque que la volonté existe, la gauche, dans sa diversité, peut répondre aux besoins des travailleurs et de ceux qui souffrent des politiques libérales que l'on présente comme indépassables.

D'aucuns aujourd'hui, dans notre région comme au niveau national, feraient bien de ne pas l'oublier.

Alors oui, ces trois mandats à vos côtés Monsieur le Président, ont été bénéfiques aux habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Bien sûr, nous ne partageons pas toutes les mesures que vous nous avez proposées, en particulier sur la gestion de l'économie dont la vision passe en grande partie par le prisme du marché, ou sur les subventions aux associations culturelles que nous refuserons, une nouvelle fois, de voter en commission permanente ce soir.

Nous ne partageons pas surtout cette bienveillance à l'égard d'un gouvernement plus soucieux de répondre aux exigences des financiers qu'à celles du peuple qui l'a élu.

Car malheureusement, l'austérité gouvernementale a empêché que nous continuions à développer des politiques qui répondent aux besoins de la population.

L'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, qui a imposé avec brutalité des coupes claires dans le budget des collectivités a, de fait, réduit les marges de manœuvre de celles-ci, privant en outre les Conseils Régionaux de tout levier fiscal.

Pour des raisons idéologiques et dogmatiques, les régions étaient particulièrement visées, Sarkozy ne cachant pas sa volonté de les supprimer.

Nous pouvions raisonnablement penser que François Hollande tiendrait quelques-unes de ses promesses, notamment la grande réforme de la fiscalité, annoncée ici même par Marylise Lebranchu.

Au contraire, les Régions ont continué à être mises à contribution et l'austérité a trôné à tous les étages, nous sommes loin, très loin, des marqueurs et des valeurs de la gauche.

Sans réforme fiscale, avec l'accumulation des cadeaux aux patrons et aux actionnaires, avec l'acceptation zélée des règles libérales européennes, ce gouvernement a prolongé et même renforcé la politique d'austérité et de casse des services publics.

Et les Régions, pourtant majoritairement dirigées par la gauche, qui menaient la fronde contre Nicolas Sarkozy, sont restées impassibles lorsque les contraintes que leur ont imposé les gouvernements Ayraut et Valls se sont renforcées.

Il y a aujourd'hui plus que de la déception chez le peuple de gauche, il y a une grande colère.

Mais il y a aussi des femmes et des hommes qui ne se résignent pas, qui refusent de voir Provence-Alpes-Côte d'Azur tomber dans les mains de la droite ou de l'extrême-droite raciste et xénophobe.

C'est le sens du rassemblement de la gauche et des écologistes pour une région coopérative, sociale, écologiste et citoyenne.

Nous donnons un outil à nos concitoyens qui souhaitent ancrer Provence-Alpes-Côte d'Azur à gauche, qui souhaitent que la liberté, l'égalité et la fraternité ne soient pas qu'une devise et qui souhaitent surtout une gauche audacieuse débarrassée des carcans de l'austérité.

Seul le prononcé fait foi